

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1186

Rubrik: Impressum

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

De la Bibliothèque rose au Fleuve noir

La mondialisation de l'économie s'accompagnera d'une réduction des acquis sociaux et d'une redéfinition du rôle de l'Etat, alors que certains veulent y voir la panacée.

JEAN-PIERRE GHELFI
économiste

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Lorette Coen
Jean-Pierre Ghelfi
Composition et maquette:
Valérie Bory, Murielle Gay-Crosier Marciano,
Christian Ogay
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

David de Pury, chantre s'il en est du néolibéralisme, voit dans la mondialisation de l'économie (*Weltwoche* du 6 octobre), non pas un cauchemar darwiniste, mais un grand espoir. Une source d'innovation et de croissance pour l'ensemble du monde, une chance unique de résoudre les grands problèmes auxquels nous sommes confrontés: le développement du tiers-monde menacé par l'explosion démographique, les défis écologiques toujours sous-estimés, les emplois nécessaires pour éviter l'éclatement de nos sociétés.

Il suffirait d'ouvrir les marchés, de promouvoir la libéralisation et la déréglementation à tous les niveaux pour créer les conditions d'une nouvelle croissance dont tout le monde tirerait bénéfice.

Cette description qu'on pourrait croire écrite pour la *Bibliothèque rose* de l'économie est évidemment partielle. Il faut la compléter avec des pages tirées de la collection du *Fleuve noir*. Par exemple, celles rédigées par Peter Hasler, directeur de l'Union centrale des associations patronales, pour qui les nouvelles conditions de concurrence internationale vont imposer des sacrifices. C'est un véritable programme fitness qu'il propose, avec pause sociale, diminution des dépenses de l'Etat et réduction des coûts de la main-d'œuvre pour restaurer la compétitivité de l'économie suisse.

S'il faut libéraliser et déréglementer, ce ne sera en tout cas pas pour favoriser l'économie sociale de marché. Mais plutôt pour rompre le pacte fordiste, basé sur l'idée que développement des entreprises et amélioration du niveau de vie des salariés doivent aller de pair. Or l'objectif des premières, depuis quelques années, est de s'approprier, sinon la totalité, du moins l'essentiel des gains de productivité.

Et ce n'est pas tout. La mondialisation de l'économie soulève des questions beaucoup plus sérieuses. Riccardo Petrella, directeur du programme européen FAST, les a résumées (*Manière de voir* N° 18, *Monde Diplomatique*) en notant que le rôle de l'Etat se trouve réduit à celui «d'un vaste système d'ingénierie juridique, bureaucratique et financière mis au service de la performance commerciale de l'entreprise. L'Etat n'est plus l'expression politique de l'intérêt collectif; il devient un acteur parmi d'autres, chargé de créer les conditions les plus favorables à la compétitivité des entreprises».

On se doit cependant de faire un pas de plus — si l'on ose dire. La mondialisation de l'économie n'est pas seulement le fait qu'un marché mondial se substitue à des marchés nationaux ou régionaux, mais surtout que l'économie prend le contrôle du monde. Elle se met à imposer à tous les acteurs (salariés, consommateurs, entreprises, Etats) ses règles de fonctionnement. Dans ce processus, le citoyen perd son autonomie, l'Etat sa souveraineté.

On en a déjà un aperçu avec la mondialisation des marchés financiers. Parce qu'ils anticipent une possible surchauffe de l'économie des Etats-Unis, ils se mettent à encaisser une prime de risque inflationniste. Bien que cette éventualité soit encore plus lointaine en Europe, cette prime y est déjà aussi prélevée.

D'où des taux d'intérêt réels qui n'ont jamais été si élevés, une reprise qui est freinée avant même de s'être vraiment manifestée et qui, vraisemblablement, sera peu créatrice de nouveaux emplois (jobless growth). Loin d'être plus transparente, l'évolution des marchés devient plus imprévisible et chaotique.

La mondialisation de l'économie pourrait ne pas être le paradis ! ■

...

être faut-il y voir la nostalgie d'un âge d'or rural. Mais le livre de Geneviève Heller ne nous éclaire pas sur ce point.

Le monde moderne n'est d'ailleurs guère plus à l'aise. L'aseptisation progressive du vocabulaire, de *vieux* à *ânés*, en passant par *troisième âge* en est la preuve. On a oublié que dans AVS, il y a *vieillesse* et un mot horrible: survivants. S'il fallait recréer aujourd'hui ce système de prévoyance, nul doute qu'on l'appellerait assurance-retraite et que l'on gommerait soigneusement toute référence à l'âge ! ■

EN BREF

Les préfets jouent un rôle important dans le canton de Berne. Il y a en a vingt-sept dont deux en fonction dans l'important district de Berne.

Elus au scrutin majoritaire par les électeurs de leur district, leur appartenance politique reflète bien le poids de l'UDC dans le canton de Berne: 18 préfets appartiennent à ce parti, sept sont socialistes et deux radicaux.